



POUR UNE ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SOLIDAIRE

Guide pédagogique

école, collège, lycée, hors temps scolaire



Pour une éducation au développement durable et solidaire

est une édition actualisée
et largement enrichie de l'ouvrage
Pour une éducation au développement durable et à la solidarité internationale
paru en 2004.

SOMMAIRE

→ Préfaces	3
→ Avant-propos	5
Introduction	6
→ Une nouvelle édition, un nouveau titre	7
Première partie. Comprendre les concepts et percevoir les enjeux	8
→ Développement	9
→ Du développement au développement durable	12
→ Solidarité internationale	16
→ Coopération décentralisée	18
→ Culture(s) et interculturel	19
→ Éducation au développement ou action de développement ?	23
→ Aux origines de l'éducation au développement durable dans l'Éducation nationale	25
→ Les objectifs du millénaire pour le développement, un défi à l'échelle de la planète	29
Deuxième partie. Construire une séance pédagogique	31
→ Séquence pédagogique : nourrir l'humanité	32
→ Séquence pédagogique : les défis énergétiques	37
→ Séquence pédagogique : l'eau et les hommes	40
→ Séquence pédagogique : habiter et modeler le monde/milieu rural	43
→ Séquence pédagogique : <i>food for thought</i>	46
→ Séquence pédagogique : Los Angeles, une ville qui vit dans un air fortement pollué	50
→ Parcours pédagogique : préparation de la journée Alimenterre	54
→ Animation pédagogique : campagne Alimenterre	56
→ Animation hors cadre scolaire : la diversité des hommes en Europe	59
Troisième partie. Construire son projet ou son action	62
→ Pour une pédagogie de l'échange interculturel	63
→ Choisir son type de projet	64
→ Construire et mettre en œuvre son projet	71
Découvrir des projets	77
→ 1. Fiche projet : projet Louho-Montjoux : « le soleil du Bénin pour l'école de Louho »	77
→ 2. Fiche projet : projet de solidarité internationale : accueil d'un partenaire étranger. Conditions de vie et conditions agricoles au Sud Sénégal	81
→ 3. Fiche projet/action : conception et réalisation d'un sentier écotouristique au Sénégal	84
→ 4. Fiche projet/action : campagne Alimenterre sur la faim dans le monde et paroles paysannes	88
→ 5. Fiche projet/action : compostage des déchets organiques et alimentation : un plus dans l'amélioration de la restauration scolaire, un engagement citoyen contre la faim dans le monde	91
→ 6. Fiche projet/action : mission d'étude Luxembourg Mali 2009	94
→ 7. Fiche projet/action : projet « entraide franco-sénégalaise »	97
Annexes	
→ Annexe 1 : campagnes de sensibilisation et autres temps forts	102
→ Annexe 2 : charte du partenariat de l'éducation au développement durable « agir localement, penser globalement » (2005 – version actualisée)	103
→ Annexe 3 : charte académique de labellisation de l'établissement en démarche de développement durable (e3d) 2010 ..	105
→ Annexe 4 : charte d'intervention Ritimo en EDSI : pratiques et principes	106
→ Annexe 5 : fiches du Réseau éducation pour un développement durable de l'enseignement agricole	108
→ Table des sigles et acronymes	116
→ Ressources documentaires - Bibliographie - Sitographie	119

INTRODUCTION

Une nouvelle édition, un nouveau titre

Les concepts fondamentaux ont peu évolué, mais la situation mondiale a connu depuis 2004 des évolutions que nous devons prendre en compte (crise financière et alimentaire de 2007/08, regard sur l'évolution de l'environnement et l'éducation au développement durable...).

Un nouveau titre : Pour une éducation au développement durable et solidaire

L'évolution du concept d'éducation à l'environnement pour un développement durable à celui d'éducation au développement durable (EDD) met plus nettement en évidence la globalité du développement, en particulier de la dimension humaine et de l'interdépendance entre les pays. L'EDD prend davantage en compte les aspects de solidarité internationale. Ces évolutions rapprochent les concepts et les acteurs de l'EDD et de l'éducation au développement et à la solidarité internationale.

« C'est un beau mot, la solidarité. Il renvoie à des notions de fraternité, d'entraide, de partage. La solidarité commence dans la famille, le groupe, le village, puis elle s'élargit et peut traverser les cultures, les générations, les frontières. Elle devient alors la **solidarité internationale**. »¹

C'est un véritable échange d'individu à individu ou de peuple à peuple. Elle va ainsi au-delà du sens commun, qui fait de la solidarité le devoir « du fort envers le faible », « du riche vers le pauvre », du « Nord vers le Sud ». Il nous semble important d'agir d'égal à égal, de faire comprendre qu'il n'y a pas de vraie différence entre celui qui souffre ici ou là bas, de souligner que, face aux inégalités, chacun a son rôle à jouer et qu'il sera plus efficace d'agir tous ensemble dans le même sens.

La solidarité internationale s'applique à ceux qui sont au-delà de nos frontières. L'« INTER » met en évidence une limite, une différence. « INTER » c'est « ENTRE » plus qu'« AVEC » ou conjointement.

Lutter contre l'extrême pauvreté au sud est inefficace si nous n'agissons pas aussi contre les déséquilibres de notre sphère de proximité.

Nous avons voulu insister sur cette notion d'interdépendance et de responsabilité commune face aux inégalités. C'est pourquoi nous avons longtemps hésité entre les termes Solidarité mondiale ou Solidarité internationale, davantage utilisée par les acteurs de la société civile. Pour ne pas nous mettre en faux avec le monde associatif, nous avons conservé le terme Solidaire, qu'il faut entendre dans sa globalité : former des citoyens qui s'engagent pour la construction d'un monde plus équitable.

Des crises qui entraînent un repli sur soi

La crise de 2007/2008, d'abord financière puis alimentaire, d'abord localisée puis internationale, est devenue une crise mondiale. Ce n'est malheureusement ni la première ni la dernière.

Dans une situation de crise le réflexe est de se recentrer sur sa propre situation. Le repli sur soi ne permet pas de voir ni de comprendre les complexités : plus encore, il fait perdre sa capacité d'analyse. Les dérives liées à de telles crises sont de la responsabilité de tous.

Former un citoyen dans un monde solidaire, c'est aussi utiliser les pédagogies les plus adaptées pour que les jeunes d'aujourd'hui disposent des outils d'analyse qui leur permettent de comprendre de telles situations et s'engagent pour ne pas les reproduire.

Chacun, à son niveau, peut agir.

L'ambition de ce guide est donc plurielle : faire prendre conscience des déséquilibres de notre sphère de proximité, en comprendre les mécanismes et les conséquences proches et lointaines ; lutter contre le « prêt à penser » en éveillant l'esprit critique, en suscitant le questionnement, en stimulant la curiosité ; aider à la réussite d'un projet en donnant quelques clés pour sa construction et son organisation.

1. Voir www.ritimo.org/dossiers_thematiques/solidarite_internationale/solidarite_intro.html

PREMIÈRE PARTIE

**Comprendre les concepts
et percevoir les enjeux**

DU DÉVELOPPEMENT AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La notion de développement durable fait débat. D'aucuns la perçoivent comme un oxymore dans la mesure où le développement induirait un processus de croissance économique qui à leurs yeux ne peut être durable, tandis que d'autres la considèrent comme un pléonasmisme puisque le développement est nécessairement durable dans la mesure où il permet aux sociétés qui se développent d'entrer dans une nouvelle ère.

Au-delà de ces querelles, l'intérêt de la notion de développement durable réside dans l'approche systémique qu'elle favorise tout en permettant de revisiter la notion de développement.

DE LA QUESTION DU DÉVELOPPEMENT...

La notion de développement apparaît dans la théorie économique au lendemain de la seconde guerre mondiale avec son corollaire, le problème du « sous-développement ». L'objectif est alors de permettre aux pays dits « sous-développés », ayant échappé à l'industrialisation, de connaître la croissance économique en suivant le modèle des pays « développés ». L'approche est alors essentiellement économique et le développement se mesure avec le PIB par habitant ou le PNB par habitant.

Pour Sylvie Brunel¹⁰, le concept de développement est un produit de la guerre froide ; selon l'auteur, le contexte de « guerre froide » rend impératif de combattre la misère des pays que l'on qualifie rapidement de « Tiers-Monde » (Alfred Sauvy, 1952) pour éviter que ceux-ci ne s'allient au bloc communiste. En suivant la voie empruntée par les pays occidentaux, et notamment les étapes de la croissance proposées par l'économiste américain Rostow, le Tiers-Monde doit rejoindre les pays riches. Croissance économique et développement deviennent donc synonymes.

À partir des années 1960-1970, dans la foulée de la vague de décolonisation, le mouvement tiers-mondiste, plutôt situé à gauche de l'échiquier politique, dénonce la responsabilité des pays colonisateurs dans la situation de sous-développement du Tiers-Monde. Au-delà, le tiers-mondisme pose comme principe que l'indépendance politique ou institutionnelle ne suffit pas, les mécanismes de dépendance pouvant se reconstituer par les structures économiques et culturelles. Le tiers-mondisme estime donc que le néo-colonialisme a pris la relève du colonialisme « traditionnel » et explique le sous-développement par la « dépendance », par « l'échange inégal » ou « l'effet de domination ».

Parallèlement s'engage une réflexion sur la nécessité d'élargir la perception du développement à d'autres dimensions socio-économiques favorisant une meilleure prise en compte de l'aspect humain. L'économiste François Perroux¹¹ définit alors le développement comme « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une société qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement

son produit réel global ». Les seuls indicateurs économiques ne peuvent alors rendre compte de la satisfaction des besoins d'une population.

En 1986, l'ONU donne une première définition du développement : « un processus global, économique, social, culturel et politique qui vise à améliorer sans cesse le bien-être de la population et de tous les individus, sur la base de leur participation active, libre et significative au développement et au partage équitable des bienfaits qui en découlent ». Le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) propose alors un indice synthétique plus complet : l'indice de développement humain (IDH) pour répondre aux insuffisances du PIB. L'IDH est un indice composite, compris entre 0 (exécrable) et 1 (excellent), calculé par la moyenne de trois indices :

- la santé /longévité mesurées par l'espérance de vie à la naissance qui permet d'observer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels ;
- le savoir ou niveau d'éducation mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes (pourcentage des 15 ans et plus sachant écrire et comprendre aisément un texte court et simple traitant de la vie quotidienne) et le taux brut de scolarisation (mesure combinée des taux pour le primaire, le secondaire et le supérieur) ;
- le niveau de vie (logarithme du produit intérieur brut calculé en parité de pouvoir d'achat) afin d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture.

En dépit de ses apports, l'IDH ne peut prendre en compte toutes les dimensions du développement humain (à l'exemple des libertés, de la démocratisation des pouvoirs, etc.) et n'inclut pas la dimension environnementale.

Pour Sylvie Brunel¹², le développement pourrait être défini comme « un processus de long terme, auto-entretenu, endogène et cumulatif d'augmentation de la richesse et de la diversification croissante des activités économiques, qui permet à un nombre croissant d'êtres humains de passer d'une situation de précarité à une meilleure maîtrise de leur propre destin, comme des aléas de la nature ».

UNE CONVERGENCE DÉVELOPPEMENT/ PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En 1972, paraît le rapport du Club de Rome du MIT (Massachusetts Institutes of Technology) : « The limits to growth » traduit en français par « Halte à la croissance ». Ce rapport dénonce les dangers d'une croissance démographique et économique exponentielle. Il exhorte les pays développés à renoncer au productivisme et, sur la base des connaissances de l'époque, annonce dans une vision catastrophiste l'épuisement des réserves de pétrole pour 1992.

Parallèlement, en 1972, la conférence des Nations unies sur l'environnement à Stockholm tente de réconcilier environnement et développement autour de la notion d'éco-développement ; les modèles de développement mis en œuvre sont accusés de générer pauvreté et dégradation

10. Sylvie BRUNEL, *Le Développement durable*, Que sais-je, PUF, réédition 2009.

11. François PERROUX, *L'Économie du xx^e siècle*, PUF, 1969.

12. Ibid., p. 58.

de l'environnement. Comme le souligne Yvette Veyret¹³, l'éco-développement s'appuie alors sur trois éléments :

- l'autonomie des décisions et la recherche des modèles propres à chaque contexte historique, culturel et écologique ;
- la prise en charge équitable des besoins de tous les hommes ;
- la prudence écologique, la recherche d'un développement en harmonie avec la nature.

Pour autant, la notion d'éco-développement ne connaît pas une longévité exceptionnelle ; impliquant une remise en cause du libéralisme économique, elle est réfutée entre autres par les autorités politiques américaines. Néanmoins, l'idée d'un développement qui ne soit pas seulement guidé par des considérations économiques progresse.

Dans les années 70, l'idée de protection de l'environnement est essentiellement conçue sur un mode défensif ; activités économiques et protection de l'environnement s'opposent ; c'est, entre autres, le message porté par l'agronome René Dumont dans sa campagne pour l'élection présidentielle de 1974 en France. La crise de l'énergie à partir de 1973, qui révèle la fragilité de la croissance occidentale, constitue un premier jalon dans la remise en cause du modèle productiviste de développement. En 1974, la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) revendique l'adoption d'un nouvel ordre international, plus juste pour le Tiers-Monde : « Trade not Aid ».

Néanmoins, si tous les jalons du développement durable sont posés dès les années 70, le message de Stockholm n'est pas encore complètement intégré ; dans les pays développés, confrontés à une période de difficultés économiques, la préoccupation demeure la croissance économique et le retour au plein emploi.

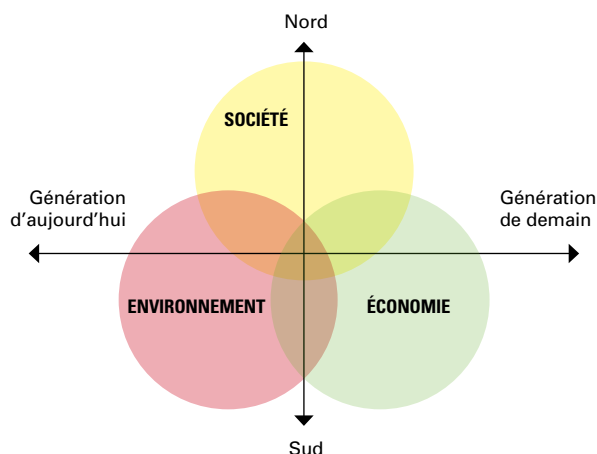
Les années 80 favorisent une prise de conscience plus globale de la question de l'environnement avec l'émergence, entre autres, des problématiques de la couche d'ozone, de l'effet de serre et de la désertification.

Ce sont deux ONG environnementales et l'agence des Nations unies chargée de l'environnement qui utilisent pour la première fois l'expression de « sustainable development » traduit d'abord en français par développement « soutenable » avant que l'expression « développement durable » ne s'impose.

Commandé par les Nations unies en 1983 à la commission présidée par le premier ministre norvégien Gro Harlem Brundtland, le rapport « Brundtland » initie le concept de développement durable en montrant que développement et environnement se rejoignent autour d'un même enjeu avec une définition devenue désormais officielle : « mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »

Un mode de développement durable doit croiser les sphères économiques, environnementales, sociales et culturelles, s'inscrire dans une approche multiscalair (du local au mondial en incluant les dimensions Nord/Sud) et inté-

grer une dimension prospective (répondre aux besoins des générations présentes mais également aux besoins des générations futures).



Source : Office fédéral suisse du développement territorial.

La définition proposée par le rapport Brundtland conduit également à s'interroger sur la notion de besoin qu'il convient de distinguer de la notion de désir. Si l'on raisonne de manière uniforme, on pourrait distinguer dans un premier temps des besoins vitaux (manger, boire, disposer d'un toit...) de besoins moins primaires voire franchement superflus, mais suscités par la publicité, dans les sociétés de consommation. En changeant de focale, on pourrait estimer que les besoins sont différents selon les époques mais également selon les espaces concernés. Or, ce serait oublier que nous vivons dans un espace mondialisé et que la mondialisation des communications, de l'information n'est pas sans influence sur la nature des besoins. Il suffit pour s'en convaincre de prendre l'exemple du téléphone portable. Comme le souligne Jean-François Pezot dans *Les Enjeux du développement durable*¹⁴, « l'augmentation des besoins implique de trouver les ressources pour les satisfaire ».

Dans la logique des principes présentés à la fin des années 1980 dans le « consensus de Washington », le rapport Brundtland ne remet pas en cause l'économie libérale. La politique environnementale prônée par le rapport doit permettre une croissance mondiale et une redistribution des ressources non en termes d'aides mais de relations économiques justes et équitables. Dans le rapport Brundtland, développement durable et croissance économique ne sont pas antinomiques. L'économie est considérée comme le moteur du développement durable car elle permet l'amélioration des conditions sociales, en prenant en compte les contraintes que pose la préservation de l'environnement. Le développement durable comporte des problématiques locales et globales, qui pourront être résolues en repensant le développement globalement, tout en agissant localement.

La notion « développement durable » est popularisée et médiatisée à partir du « Sommet de la Terre » (Conférence mondiale des Nations unies sur l'environnement) de Rio en juin 1992. C'est de cette conférence qu'est né l'Agenda 21,

13. Yvette VEYRET (dir.), *Le Développement durable : approches plurielles*, Collection « Initial », Hatier, 2005.

14. Jean-François PEZOT, *Les Enjeux du développement durable, Mise au point scientifique*, septembre 2010 : http://crdp.ac-amiens.fr/geodd/co/portail_edd.html

DEUXIÈME PARTIE

**Construire une séance
pédagogique**

Les séquences, animations ou parcours pédagogiques qui suivent ont été rédigés par les organismes et établissements porteurs de projet, sur la base d'un canevas qui leur avait été préalablement fourni. Ils ne constituent pas des modèles de séquences en tant que tel, mais permettent d'illustrer des actions effectivement entreprises.

Animation pédagogique : CAMPAGNE ALIMENTERRE

PREMIER DEGRÉ – élèves de CM2 (1 classe).

Coordination du projet : RéCiDev – 25 000 Besançon

Email : contact@recidev.org / www.recidev.org

Contexte de l'intervention

Mise en place au moment de la Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre), AlimenTERRE est une campagne nationale initiée par le Comité français de solidarité internationale (CFSI) autour du concept de souveraineté alimentaire. L'objectif de cette campagne, référencée dans les textes officiels de l'Éducation nationale, est de comprendre les mécanismes de la faim et de défendre le droit à l'alimentation pour tous. En effet, près d'un milliard de personnes a faim dans le monde et les 3/4 sont des paysans. (www.cfsi.asso.fr).

En Franche-Comté, un programme est proposé tout au long de l'année par un collectif interassociatif coordonné par RéCiDev (Réseau citoyenneté développement, Jardins de Cocagne de Chalezeule, Franche-Comté nature environnement, Interbio Franche-Comté, Confédération paysanne du Doubs).

Objectif principal : faire réfléchir les enfants au fait de consommer des produits locaux.

Objectifs secondaires :

- Définir la petite agriculture familiale.
- Présenter l'intérêt de cette agriculture au niveau humain, environnemental, et économique.

Approche pédagogique : intervention de trois associations du collectif AlimenTERRE, chacune avec des compétences complémentaires. Construction du projet avec les enseignants, afin de répondre au mieux au projet de classe. Les interventions ont lieu dans la classe. Une visite de ferme est prévue au milieu du projet.

Matériels utilisés :

- Outils pédagogiques des différentes associations.
- Outils spécifiques réalisés dans le cadre de la campagne AlimenTERRE.

Durée du projet : interventions sur l'année ou sur un ou deux trimestres.

Réalisation en fin de projet : restitution publique avec élèves et enseignants.

Quelques séances d'animation pédagogique

Séance 1	Les paysans du monde face à la mondialisation — RéCiDev
-----------------	---

Objectifs :

- Comprendre que les 3/4 des personnes qui souffrent de la faim dans le monde sont des paysans et leur famille.
- Comprendre pourquoi ces paysans n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins.

Déroulement :

- **Réalisation de saynètes** présentant un paysan du Mali, un de France et la mise sur un marché commun de leurs produits.
- **Débat** : discussion amorcée avec les élèves à partir de cette situation mondiale. On envisage ensemble des solutions (faire en sorte que le paysan du Sud soit payé un meilleur prix pour sa production, que les pays du Sud puissent protéger leur agriculture...).
- **Film sur la récolte du mil au Burkina Faso.**

Séance 2	Le commerce équitable — RéCiDev
-----------------	---------------------------------

Objectifs : présenter le fonctionnement du commerce équitable.

Déroulement :

- Jeu de Kim pour découvrir les aliments du Sud (sucre, café, thé, cacao...). (10')
- Présentation rapide de ces produits qui poussent dans les pays chauds. (10')
- Qui cultive ces produits ? Ex du cacao : projection d'un film sur la production de cacao en Côte d'Ivoire. (10')
- Comment le chocolat arrive jusqu'à nous ? (présentation des différents acteurs). (10')
- Les enfants colorient le dessin d'une tablette de chocolat qui en décompose le prix. (10')
- On constate ensemble que le paysan n'est pas bien rémunéré (rappel de ce qui a été dit dans la séance 1 par rapport à des produits mis en concurrence / prix fixé au niveau mondial).
- Que faut-il faire ? Les élèves proposent des solutions. (10')
- Présentation du commerce équitable. (10')
- On fait maintenant colorier une tablette de chocolat issu du commerce équitable qui montre que le paysan gagne mieux sa vie. (10')

- Dégustation de produits du commerce équitable. (10')
- Film d'animation sur le commerce équitable. (5')

Séance 3 Le commerce équitable Nord/Nord : présentation des Jardins de Cocagne — Les Jardins de Cocagne

Objectifs : présenter aux enfants le jardin de Cocagne, son fonctionnement et son mode de commercialisation.

Déroulement :

- Dégustation à l'aveugle de légumes de saisons.
- Présentation de légumes et de leur lieu de production.
- Explication du fonctionnement du jardin (association, adhérents, livraisons...).
- Le commerce équitable au nord : questionnements des enfants. Les différentes alternatives (fermes, lieu de production, marchés, foire, expo, AMAP, regroupement de consommateurs) existants en France. Trouver des synonymes de commerce équitable.
- Dessiner le commerce équitable au Nord.
- Préparation des questions qu'ils poseront durant la visite de la ferme bio.

Séance 4 Être paysan au 21^e siècle : les réalités — Les Jardins de Cocagne

Visite d'une ferme bio ou des jardins de Cocagne : découverte du métier de jardinier, la biodiversité au jardin, le fonctionnement du commerce équitable local.

Séance 5 Comparaison de produits locaux fermiers et produits de l'industrie agro-industrie — Les Jardins de Cocagne

Objectifs :

- Découvrir les produits fermiers locaux.
- Savoir les comparer avec les produits de l'agro-industrie à partir de leurs caractéristiques de production, de distribution, nutritionnelles et gustatives.

Déroulement :

- Définition collective d'un produit local et d'un produit de l'agro-industrie. (10')
- Jeu « Qui suis-je ? ». Chaque enfant a fixée au dos par une pince à linge une image représentant un produit fermier ou un produit agro-industriel. Par groupe de deux, il tente au moyen de questions et de réponses par oui ou non de deviner de quel produit il s'agit. (20' avec une synthèse collective)
- Quels sont les effets de la production agro-alimentaire industrielle sur la santé, la condition animale, l'environnement ? Pourquoi ? Film et/ou power point et questionnements, comparaisons, discussion. (45')
- Présentation du réseau de producteurs fermiers locaux dans le Doubs. (5')
- Dégustation comparative de produits fermiers et agro-industriels. (30')
- La vie d'un producteur local – film témoignage. (15')
- « Allons-faire notre marché » - activité en petits groupes. À partir d'une liste de courses, les groupes proposent des sources d'approvisionnement. Selon les produits et ces sources, un score est établi. Le score le plus faible obtenu indique que le groupe a le moins impacté sur l'environnement. (30')

Séance 6 Les enjeux environnementaux de l'agriculture — RéCiDev

Objectifs :

- Découvrir et connaître les problèmes environnementaux générés par l'agriculture intensive.
- Découvrir des alternatives aux pesticides et aux OGM.

Déroulement :

- Introduction, présentation du thème et de l'animation. (5')
- Présentation des différentes formes d'agriculture dans le monde. (20')
- Présentation des problèmes environnementaux liés à l'agriculture intensive (atteintes physiques et chimiques sur le sol et le sous-sol, qualité de l'eau et de l'air, intrants et produits phytosanitaires, impacts paysagers) :
 - expériences, observations en petits groupes/ phénomène d'érosion, pollution du sol et des eaux souterraines, expériences sensorielles (1h) ;
 - 2 séquences vidéo en alternance *Ma petite planète chérie*. (15')
- Des solutions ? Propositions orales des enfants. (10')
- Film. (30')
- C'est quoi un OGM ? Définition. (10')
- Les risques des OGM, les alternatives : conte *La légende des trois sœurs*. (30')

Séance 7 la biodiversité, une nécessité ? — Les Jardins de Cocagne

Objectifs : faire comprendre aux enfants l'importance de la biodiversité.

Déroulement :

- Présentation de la ferme de Cocagne – ferme arboricole bio avec atelier de transformation en jus de fruits et nectars variés.
- Dégustation de différentes pommes utilisées pour la fabrication des jus.
- Dégustation à l'aveugle de différents nectars. L'enfant doit en retrouver les composants.
- Présentation de divers légumes. Explications de l'importance de la biodiversité (sauvegarde des semences locales, équilibre environnemental, chaîne alimentaire...).
- Échange avec le groupe sur la séance, mais aussi sur la visite à la ferme bio.

TROISIÈME PARTIE

Construire son projet ou son action

DÉCOUVRIR DES PROJETS

Les fiches qui suivent ont été rédigées par les organismes et établissements porteurs de projets, sur la base d'un canevas qui leur avait été préalablement fourni. Elles ne constituent pas des modèles de projets en tant que tels, mais permettent d'illustrer objectivement des actions effectivement entreprises.

1 **Projet Louho-Montjoux : « Le Soleil du Bénin pour l'école de Louho »**

Établissement

LP Montjoux — 25 avenue du Commandant Marceau, BP 1635, 25010 Besançon Cedex

Email : dard.pascale@wanadoo.fr

Tél. : 03 81 48 24 20 / Fax : 03 81 48 24 23

Porteurs du projet

Perrod Patrick, enseignant en électrotechnique : perrod.patrick@wanadoo.fr

Association ASUNOES France/Bénin

M. Guille, enseignant en électricité - Mme Ragot, professeur en comptabilité - Mme Casalta, documentaliste.

Public cible / niveau

11 élèves de bac Pro ELEEC en stage pratique (3 semaines) au Bénin pour installer des panneaux photovoltaïques sur l'école de Louho, parrainée par ASUNOES.

Contexte – environnement spécifique

Lors d'un séjour avec d'autres membres d'ASUNOES (octobre 2007), M. Perrod constate que l'installation électrique de l'école de Louho est défaillante avec des coupures fréquentes. L'idée lui vient de monter avec ses élèves un projet d'installation de panneaux photovoltaïques. En étroite collaboration avec ASUNOES et l'entreprise SOMEGA, le projet est ficelé après deux années complètes de recherches de financement et d'élaboration fine des besoins. Durant les trois semaines de stage pratique sur place, les élèves ont démontré toutes leurs compétences professionnelles et humaines.

Objectif général

Finalité du projet : rendre l'école de Louho en partie autonome pour la production d'électricité afin de permettre aux jeunes béninois sourds internes d'étudier dans les meilleures conditions possibles. Permettre à l'école d'avoir toujours de l'eau à disposition en rendant autonome la pompe du puits du château d'eau.

4 objectifs principaux :

- technique : participer à la réalisation d'une installation photovoltaïque permettant à terme de rendre l'école indépendante du réseau béninois ;
- culturel : découvrir le sud du Bénin, les lieux historiques, l'activité économique et artisanale, le mode de vie en ville et à la campagne ;
- environnemental : rendre l'élève acteur d'un projet axé sur le développement durable ;
- relationnel : vivre en groupe, partager les émotions, s'ouvrir et s'adapter aux conditions de vie sur place, échanger et communiquer avec les habitants et les élèves.

Mise en œuvre

Objectifs opérationnels

Préparation :

- réalisation du dossier de présentation du projet par les élèves de la classe ;
- mise en place d'une correspondance entre les 11 élèves de la classe avec 11 élèves de l'école de Louho ;
- travail de recherche sur le continent africain et plus particulièrement sur le Bénin ;
- création d'un blog ;
- dimensionnement du chantier, élaboration du cahier des charges de l'installation.

Réalisation :

- installation, raccordement (sur le site de l'école) et mise en service du premier module.

Exploitation :

- bilan du séjour : travail de synthèse ;
- élaboration d'un carnet de voyage et d'un reportage photo ;
- alimentation du blog.

Résultats attendus

Réduction de la facture d'électricité pour l'école.

Sensibilisation à la solidarité internationale pour les jeunes et les accompagnateurs qui ne connaissaient pas encore l'Afrique.

Évaluation des compétences du référentiel BAC PRO ELEEC mis en œuvre par les 11 élèves sur le chantier de l'école.

Activités

2007 : faisabilité du projet, devis.

2008 à 2010 : recherche de subventions, actions menées par ASUNOES et le LP Montjoux, ses élèves et les professeurs acteurs du projet.

Démarche/méthode

Étapes chronologiques :

- étude des besoins *in situ* et classification par degrés d'urgence ;
- cahier des charges du projet ;
- recherche d'un partenaire « support technique » ;
- étude de faisabilité avec le partenaire technique ;
- mise en lien des compétences nécessaires aux travaux avec le référentiel de BAC PRO ELEEC ;
- évaluation du coût global ;
- recherche de financement ;
- finalisation du dossier pédagogique.

Accompagnement

Conseils du CERCOOP Franche-Comté, contacts avec des porteurs de projet du même type.

Calendrier de réalisation du projet depuis sa mise en œuvre (différentes étapes) jusqu'à l'année scolaire

Période	Activités mises en œuvre
2007/2008	Faisabilité, devis, recherche de l'entreprise partenaire
2008/2010	Préparation avec les élèves des différentes étapes du chantier, établissement de la liste du matériel nécessaire
12/11 au 05/12 2010	Réalisation sur place des deux chantiers : - installation des panneaux photovoltaïques sur le dortoir et rénovation complète de l'installation électrique des deux dortoirs Formation de deux personnes à la maintenance du matériel
Depuis le retour	Suivi quotidien des relevés de production électrique par un enseignant de physique de l'école qui envoie ces résultats à l'entreprise partenaire SOMEGA afin de s'assurer du fonctionnement de l'installation
2011/2012	Formation en France aux énergies renouvelables pour un jeune béninois bachelier sourd de l'école au LP Montjoux
2012/2013 ou 2013/2014	Formation de professeurs d'électricité en France afin de créer un nouvel atelier à l'école, atelier dont les élèves, futurs électriciens pourraient participer à la deuxième installation de panneaux photovoltaïques. Poursuite de l'installation afin de rendre l'école entièrement autonome.

Intervenants et partenaires sur la durée du projet

Noms des intervenants et partenariats	Type			Origine : État, collectivité, association, entreprise...	Rôle (financier, logistique, pédagogique...)
	Ponctuel	Régulier	Partenaire		
ASUNOES France/Bénin		x	x	Association	Financier, logistique
LP Montjoux		x	x	Établissement scolaire	Pédagogique
SOMEQA		x	x	Entreprise	Logistique, financier
Conseil régional	x			Collectivité	Financier
Commune de CHAUCENNE		x		Mairie	Financier, logistique
DHL	x			Entreprise de transport	Financier, logistique
OSEO	x				Financier
AGEFA-PME	x			Organisme de formation	Financier
ADFE-Belgique	x			Association	Financier
Stanley				Entreprise	Financier
Crédit Mutuel	x			Banque	Financier
MAIF	x			Assurance	Financier
Rotary Club	x			Association	
Lions Club	x			Association	Financier

Budget depuis le début du projet

DÉPENSES		RESSOURCES	
Nature	Montant en €	Origine	Montant en €
Hébergement	5 760	Participation familles	8 200
TGV Aller/retour	900	FRAPIL 2009 (région)	6 500
Vol Aller/retour	12 600	FRAPIL 2010 (région)	6 500
Traitement malarone	1 200	LP Montjoux	3 300
Vaccins	254	MAIF	200
Formation travail en hauteur	2 194	Région appel à projet 2009	3 000
Visas		Région appel à projet 2010	10 000
Matériel :		Mairie Chaucenne	500
Matériel photovoltaïque	26 000	Banque populaire	500
Coffret de commande	2 254	Conseil général	500
Matériel électrique (appareillage)	4 369	AGEFA-PME	4 500
Ventilateurs	359	DHL	500
Outils	415	Crédit agricole	500
Fournitures diverses	831	ADFE-Belgique	1 250
Pharmacie	50	ASUNOES-France	19 796
Sur place :			
Sorties, visites	850		
Petits déjeuners	540		
Repas (midi, soir)	3 600		
Eau bouteille	720		
Déplacement quotidien	135		
SOUS-TOTAL	64 246		
Frais administratifs (max 10%)	0		
TOTAL des DÉPENSES	64 246	TOTAL des RESSOURCES	64 246

Communication – valorisation - restitution du projet

Communication tout au long du projet par le blog créé par les enseignants accompagnateurs : Louho-Montjoux.

Soirée de rencontres entre les acteurs du projet, les familles, les partenaires et les membres d'ASUNOES.

Film et diaporama réalisés sur le séjour : aspects techniques du projet, aspects culturels, échanges avec les personnels de l'école et les élèves.

Communication par articles rédigés par l'enseignante documentaliste, laquelle accompagnait les élèves, sur le site académique, puis sur le site national du ministère de l'Éducation nationale. Diffusion d'un article dans le magazine *ECHO Magazine*, le journal des sourds. Reportage sur la télévision nationale béninoise.

Évaluation

Tous les objectifs sont atteints.

Prolongements

Bilan – évolution dans la durée

La réussite de ce projet nous encourage à continuer dans ce sens mais avant de réaliser la deuxième tranche de travaux, nous souhaitons d'abord assurer le volet formation.

Perspectives

Continuer le projet en assurant la formation au sein du LP Montjoux de futurs électriciens (élèves sourds de l'école de LOUHO) spécialisés dans les énergies renouvelables et plus particulièrement le domaine photovoltaïque. Ils pourront dans un premier temps maintenir en état l'installation existante et dans un deuxième temps promouvoir l'implantation de futurs chantiers photovoltaïques au Bénin.

Transfert éventuel

Le prochain transfert se fera du Bénin vers la France puisque nous accueillerons un jeune sourd et son interprète en formation au LP Montjoux durant l'année scolaire 2011/2012.

En avril 2012, une délégation d'ASUNOES se rendra à l'école pour discuter des futurs projets à conduire en partenariat avec l'équipe éducative et de direction de l'école de Louho.

Freins ou leviers, envie de partager ou d'échanger sur votre expérience

Envie de partager, de rencontrer des associations ou des établissements qui mènent le même type d'actions afin de s'enrichir de nos expériences mutuelles.

Illustrations relatives au projet

Voir le blog Louho-Montjoux (louho-montjoux.blogspot.com) qui relate très bien les différentes étapes du projet et surtout sa réalisation sur place.